



Déclaration du Sgen-CFDT **CDEN du 2 Juillet 2019**

Madame le Préfet, Madame La Directrice Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN.

Depuis le début 2019, les protestations des personnels de l'éducation nationale et plus largement de la fonction publique sont nombreuses et fondées. Le Sgen-CFDT réaffirme son attachement aux valeurs de la Fonction publique et à un service public au service de l'intérêt général. Nous souhaitons améliorer le fonctionnement de notre Ecole mais refusons de réformer sans concertation.

Sur le projet de loi de la réforme de la fonction publique, le gouvernement refuse de revenir sur ses positions relatives, par exemple aux instances traitant des questions individuelles, de restreindre le recours à l'emploi contractuel et ne s'engage pas sur la participation des employeurs à la protection sociale complémentaire. Les amendements, dont plusieurs ont été déposés par la CFDT, ne suffisent pas à contre balancer le projet en cours d'adoption. Il nous est difficile de comprendre comment la suppression de milliers de poste serait la clé pour améliorer notre service public.

Les débats parlementaires sur la loi pour une école de la confiance ont démontré que ce sujet est un terrain de jeu idéologique et ce au détriment d'une réelle volonté de transformation de notre système scolaire. Les réformes devraient viser la démocratisation des savoirs et la lutte contre les inégalités.

Une transformation qui devrait être menée par des personnels tous et toutes reconnu·es dans leur expertise.

L'école de la confiance répétée comme un mantra est contredite par une réalité pilotée de manière injonctive. Cette loi élaborée dans la précipitation, marque de fabrique gouvernementale, est une loi fourre-tout.

La réforme du lycée, après un an de marche forcée, ne rencontre toujours pas l'assentiment de ces acteurs. La précipitation de sa mise en œuvre en imposant des choix précoces sans droit à l'erreur ou à l'exploration, va creuser les inégalités sociales. Affirmer que la nouvelle architecture du lycée permettra de mieux préparer au supérieur reste pour l'instant un pari et l'obtention du bac sera pour les élèves un long parcours d'obstacles qu'il faudra franchir avec un stress quasi permanent de la note.

Malgré les protestations des personnels, les réformes se mettent en place dans les établissements.

Agissant au jour le jour en fonction des informations distillées au compte-goutte, les équipes éducatives font face aux interrogations des élèves et de leurs parents sans pouvoir accompagner efficacement les parcours scolaires.

La réforme de la voie professionnelle en instaurant des familles de métiers a oublié la difficulté des territoires ruraux à mettre en place la mobilité des élèves et a imposé dans la précipitation des ajustements non prévus par la réforme. Ces restructurations ne modifient pas la situation actuelle.

De même pour le Sgen-CFDT les conditions de réussite de l'inclusion ne sont pas réunies. Il marque un manque de reconnaissance des personnels notamment des AESH. Nous sommes pour l'inclusion mais pas à n'importe quel prix aussi bien pour les élèves que pour les personnels.

Quant au projet avorté des EPSF, pour le Sgen-CFDT, les modalités d'organisation des écoles doivent être réfléchies avec les acteurs et choisis par les communautés éducatives. On le voit pour l'instant, plus de questions en suspens que de réponses et surtout la confrontation de réformes à la réalité des établissements et des personnels.

De même la gestion de la situation de canicule vécue la semaine dernière, a laissé de l'amertume. En se contentant de quelques recommandations de bon sens, trop souvent inapplicables, notre employeur nous a laissé bien seul face à la canicule. Pendant ces journées difficiles, rares sont les écoles à avoir été contactées pour savoir comment les équipes faisaient pour passer cette épreuve.

Nous aurions pu avoir une demande sur les effectifs présents pendant cette semaine, quelques questions portant sur les mesures prises par la mairie, sur la température des classes, sur le nombre de pièces fraîches dont disposent l'école, sur le nombre d'enfants et d'adultes incommodés par la chaleur... Rien de cela, les courriels reçus, évoquaient la rentrée en chantant, les évaluations, la journée de solidarité. Bref, une anticipation de la rentrée qui a plutôt fait rire jaune.

M Blanquer a su assumer ses responsabilités en repoussant les dates du brevet. Mais quelle différence de traitement, encore une fois, entre le premier et second degré !

C'est un plan canicule que nous demandons, au niveau national et au niveau département, Nous sommes prêts à nous associer à une réflexion sur le sujet.

Pour la communauté éducative, le Sgen-CFDT demande le respect des équipes, mais aussi celui de l'agenda social afin de construire un débat serein et éclairé et de sortir d'une logique où la communication politique précède et cadre le dialogue social.

Nous vous remercions de votre attention.